



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX**

---

**Travaux pour la construction d'un Campus  
Entreprises et Compétences - Nouveau siège de la  
CCI Lozère**

---

N° du CCAP : 23LOZERE01L

**Maître d'ouvrage :**  
**Chambre de Commerce et d'Industrie de la Lozère**  
16 Boulevard du Soubeyran  
48000 MENDE

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du contrat.....	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
1.2.1 – Variantes facultatives.....	5
1.2.2 - Prestations supplémentaires éventuelles facultatives .....	5
1.3 – Intervenants.....	6
1.3.1 - Conduite d'opération .....	6
1.3.2 - Assistance à maîtrise d'ouvrage QEB .....	6
1.3.3 - Maîtrise d'œuvre.....	6
1.3.4 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier .....	6
1.3.5 - Coordination des systèmes de sécurité incendie .....	6
1.3.6 - Contrôle technique .....	6
1.3.7 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs .....	6
1.4 - Interlocuteur unique du titulaire et référents de l'acheteur .....	7
1.5 - Réalisation de prestations similaires .....	7
1.6 - Dispositif de vigilance.....	7
1.7 - Sous-traitance .....	7
1.8 - Cotraitance .....	8
1.9 - Forme des notifications et informations .....	8
1.10 - Ordres de service .....	8
1.11 - Obligations générales des parties .....	9
1.12 - Assurances .....	9
1.13 – Régularité de la situation du titulaire .....	9
1.14 – Relations du titulaire avec les tiers .....	10
2 – Développement durable et insertion sociale .....	10
2.1 – Clause d'insertion sociale.....	10
3 - Pièces contractuelles .....	13
4 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	13
5 - Protection des données à caractère personnel.....	13
6 - Durée et délais d'exécution.....	13
6.1 - Délai global d'exécution des prestations .....	13
6.2 - Délais d'exécution .....	14
6.3 – Modification des délais d'exécution .....	14
6.4 – Période de préparation .....	14
6.5 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution .....	14
7 - Prix.....	15
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	15
7.2 – Nature du prix.....	15
7.3 - Modalités de variation des prix.....	16
8 - Garanties Financières.....	17
9 - Avance .....	17
9.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	17
9.2 - Garanties financières de l'avance .....	18
10 - Modalités de règlement des comptes .....	18
10.1 - Décomptes et acomptes mensuels .....	18
10.2 - Présentation des demandes de paiement.....	18
10.3 - Délai global de paiement.....	19
10.4 - Paiement des cotraitants.....	19
10.5 - Paiement des sous-traitants.....	20
10.6 - Approvisionnement .....	20
10.7 – Demande de paiement finale et solde .....	20
11 – Travaux supplémentaires ou modificatifs .....	20
12 - Caractéristiques des matériaux et produits et vérifications .....	21
12.1 - Caractéristiques des matériaux et produits .....	21
12.2 – Vérifications, essais, épreuves .....	21
13 - Etudes préalables à l'exécution des travaux .....	21
13.1 - Etudes d'exécution .....	21
13.2 - Coordination des études d'exécution et de synthèse .....	22
13.3 - Vérification des études d'exécution et visa.....	22
13.4 - Modification des ouvrages ou travaux .....	22
13.5 - Composants, techniques ou procédés de mise en œuvre non traditionnels .....	23
14 - Préparation et coordination des travaux .....	23
14.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux .....	23
14.2 - Installation et organisation du chantier.....	23
14.2.1 - Installation de chantier.....	23

14.2.2 - Signalisation de chantier .....	23
14.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier .....	23
14.5 - Implantation des ouvrages et piquetage .....	24
14.6 - Plan d'assurance qualité .....	25
15 - Exécution des travaux.....	25
15.1 – Réunions et visites .....	25
15.2 – Maintien des réseaux, des communications et de l'écoulement des eaux .....	25
15.3 - Registre de chantier.....	25
15.4 – Responsabilité des ouvrages .....	26
15.5 – Dégradations causées aux voies publiques .....	26
15.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier .....	26
15.6.1 - Gestion des déchets de chantier .....	26
15.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux .....	26
15.6.3 - Documents à fournir après exécution .....	26
16 - Réception.....	26
16.1 - Dispositions applicables à la réception .....	26
16.2 – Opérations préalables à la réception.....	26
16.3 - Essais et contrôles des ouvrages.....	27
16.4 - Réception et réserves .....	27
16.5 - Epreuves concluantes .....	27
17 - Garantie des prestations .....	27
18 - Pénalités .....	28
18.1 - Pénalités en cas de non-respect de la Charte de chantier propre à faible impact environnemental .....	28
18.2 - Pénalités en cas de non-respect de la clause sociale (lots 2, 3, 15).....	29
18.3 - Pénalités de retard.....	29
18.4 Autres pénalités et réfections .....	30
18.5 Application des pénalités.....	30
18.6 - Pénalité pour travail dissimulé.....	30
19 - Clause de réexamen.....	30
20 - Résiliation du contrat .....	31
20.1 - Conditions de résiliation .....	31
20.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	31
21 - Règlement des litiges et langues .....	31
22 - Dérogations .....	32

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent des travaux pour la construction d'un Campus Entreprises et Compétences dans lequel sera situé le nouveau siège de la CCI Lozère.

Ces travaux concernent une opération de construction d'un campus entreprises et compétences sur un terrain de 3 378m<sup>2</sup> et pour une surface utile d'environ 1 280 m<sup>2</sup> regroupant des espaces propres à la CCI et à Purple Campus (accueil, bureaux, locaux supports) et espaces partagés dédiés aux entreprises, apprenants et autres acteurs du territoire (salles de réunion, hôtel d'entreprise, salle d'honneur, espace traiteur, espace collaboratif).

Ces travaux porteront sur l'opération de construction d'un bâtiment de bureaux répartis sur 2 niveaux de la manière suivante :

- RdC : parking voiture et deux roues, locaux techniques, hall d'entrée et escaliers / ascenseur, bureaux individuels, sanitaires et espaces de convivialité
- R+1 : parking voiture, bureaux collectifs et individuels, salle de réunion et de réception, sanitaires, terrasses et coursives
- Toiture : panneaux photovoltaïques

Dans le cadre de cette opération, sont fixés les objectifs suivants :

- Proposer des espaces de travail qualitatifs pour les collaborateurs, vecteurs de « qualité de vie au travail »
- Aménager les espaces favorisant les échanges et les interactions
- Créer un bâtiment porteur de l'image entrepreneuriale de la Lozère et de son savoir-faire économique
- Créer un bâtiment à énergie positive : soit un bâtiment qui produit plus d'énergie qu'il n'en consomme pour son fonctionnement sur une période d'une année
- Inscire la conception, la construction et l'utilisation du bâtiment en s'intégrant dans la démarche « Bâtiment Durable Occitanie » (BDO) en visant l'obtention de la reconnaissance « Or » (niveau « Or » déjà atteint en phase conception).

### Lieu(x) d'exécution :

48000 MENDE, Zone d'Activité de Valcroze. Parcelles cadastrées AH713 (2 230 m<sup>2</sup>) et AH850 (1 148m<sup>2</sup>).

## 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 17 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	VRD - TERRASSEMENT
02	GROS ŒUVRE
03	CHARPENTE ET OSSATURE BOIS
04	COUVERTURE - ETANCHEITE - ZINGUERIE
05	TRAITEMENT DE FACADES
06	MENUISERIES EXTERIEURES BOIS
07	SERRURERIE
08	PLATRERIE - ISOLATION
09	PLAFONDS SUSPENDUS
10	MENUISERIES INTERIEURES BOIS
11	CARRELAGE - FAIENCE
12	REVÊTEMENTS SOLS SOUPLES
13	PEINTURE - NETTOYAGE
14	ELECTRICITE

15	CHAUFFAGE – VENTILATION - CLIMATISATION
16	ASCENSEUR
17	PHOTOVOLTAÏQUE

Les spécifications techniques de chaque lot sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières propre à chaque lot.

### 1.2.1 – Variantes facultatives

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au cahier des charges (solution de base).

Ils **peuvent** également présenter, conformément aux articles R. 2151-8 à R. 2151-11 du Code de la commande publique, une offre comportant des variantes pour les lots suivants :

Lot(s)	Intitulé
01	VRD - TERRASSEMENT
02	GROS ŒUVRE
03	CHARPENTE ET OSSATURE BOIS
05	TRAITEMENT DE FACADE
06	MENUISERIES EXTERIEURES BOIS
08	PLATRERIE- ISOLATION
10	MENUISERIES INTERIEURES BOIS
14	ELECTRICITE
15	CHAUFFAGE – VENTILATION - CLIMATISATION

Exigences minimales requises : pour chaque lot, le candidat pourra proposer une variante technique.

Cette variante technique doit répondre aux exigences cumulatives suivantes :

- sera financièrement égale ou inférieure à l'offre de base ;
- présentera un planning d'intervention égal ou inférieur au le délai prévu dans le planning d'intervention de l'offre de base ;
- ne constituera pas une dégradation de la note BDO de l'offre de base.

### 1.2.2 - Prestations supplémentaires éventuelles facultatives

Les candidats peuvent faire une proposition pour la ou les prestations supplémentaires éventuelles suivantes :

Lot(s)	Code	Libelle	Description
04	PSE 01	Arrêts de neige	Arrêts de neige
06	PSE 02	Volets coulissants en bois type persiennes	Volets coulissants en bois type persiennes
10	PSE 03	Aménagements des placards	Aménagements des placards
	PSE 04	Aménagements kitchenette salle de réunion Rdc	Aménagements kitchenette salle de réunion Rdc
	PSE 05	Aménagements espace cuisine salle de pause	Aménagements espace cuisine salle de pause
	PSE 06	Aménagements plan de travail espace dressage	Aménagements plan de travail espace dressage

	PSE 07	Meuble menuisé de l'espace accueil Rdc	Meuble menuisé de l'espace accueil Rdc
	PSE 08	Fourniture des casiers vestiaires	Fourniture des casiers vestiaires
12	PSE 09	Protection murale PVC salle de sport	Protection murale PVC salle de sport
14	PSE 10	Vidéo-surveillance	Vidéo-surveillance
	PSE 11	Alarme anti-intrusion	Alarme anti-intrusion

## 1.3 – Intervenants

### 1.3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

### 1.3.2 - Assistance à maîtrise d'ouvrage QEB

Le maître d'ouvrage a eu recours à une assistance à maîtrise d'ouvrage QEB (Qualité Environnementale des Bâtiments). Celle-ci est assurée par le cabinet PLUS DE VERT – Bureau d'études Environnement Energies.

Les missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage sont les suivantes : obtention de la reconnaissance « Or » dans une démarche BDO (Bâtiments Durables Occitanie).

### 1.3.3 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement mandaté par le cabinet d'architecture BONNET & TEISSIER, situé au 8, Rue de Wunsiedel - 48000 Mende.

Missions : missions de base ESQ – APS – APD – PC – PRO – DCE – ACT – VISA – SYN – DET – AOR et missions complémentaires SSI – DEAC – CDU.

Autres membres groupement et répartition des missions :

IB2M – Pour BET structures et fluides

IDEBAT – BET Environnement durable

SIGMA – BET Acoustiques

TREC – Economiste de la construction

### 1.3.4 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par la SAS Ludovic Maurel, Economiste de la construction et OPC, 4 Rue des Oreillettes, 48000 MENDE.

### 1.3.5 - Coordination des systèmes de sécurité incendie

La coordination des systèmes de sécurité incendie est assurée par le maître d'œuvre.

### 1.3.6 - Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par la société APAVE Infrastructure & Construction France, Bureau de Mende, 27 avenue Jean Moulin, Bât. II, 48000 MENDE.

Missions : L – S – SEI – F – VIEL – HAND – ATTHAND – TH – ATTTH – ATTADAP.

Le titulaire doit tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du contrôleur technique le concernant, sauf avis contraire du maître d'ouvrage, afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études à charge du titulaire que de l'exécution des ouvrages.

### 1.3.7 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau I sera assurée par APAVE Infrastructure & Construction France, Bureau de Mende, 27 avenue Jean Moulin, Bât. II, 48000 MENDE.

Le mandataire du maître d'ouvrage informera le titulaire de tout changement éventuel concernant les personnes chargées de la coordination SPS.

Le titulaire doit tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du coordonnateur le concernant, sauf avis contraire du maître d'ouvrage.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

#### **1.4 - Interlocuteur unique du titulaire et référents de l'acheteur**

Le titulaire désigne un interlocuteur unique pour le suivi de l'exécution des prestations. En cas de changement, le titulaire informe l'Acheteur à l'avance des coordonnées et des fonctions du nouvel interlocuteur.

L'Acheteur désigne un ou plusieurs référents techniques chargés de faire le lien avec l'interlocuteur unique.

#### **1.5 - Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

#### **1.6 - Dispositif de vigilance**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D.8222-5, D.8222-7 et D.8254 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne de mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

#### **1.7 - Sous-traitance**

Avant tout commencement d'exécution des prestations, le titulaire doit obtenir du maître d'ouvrage l'acceptation préalable du sous-traitant et l'agrément des conditions de son paiement.

Par ailleurs, après avoir recueilli l'acceptation précitée, il doit avoir effectué les démarches nécessaires au titre de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Au cas où le titulaire envisagerait, de recourir en cours d'exécution du marché à un sous-traitant non prévu initialement, il adresse au maître d'ouvrage avec copie au maître d'œuvre, une déclaration sous la forme d'un acte spécial selon le modèle qui sera fourni après la notification du marché, accompagné des pièces nécessaires.

Le point de départ du délai d'acceptation est la réception d'un dossier complet par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 3.6.1.2 du CCAG, la notification de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, sera réalisée auprès du seul titulaire.

Au cas où le titulaire, en cours d'exécution du marché, soumettrait à l'acceptation du maître d'ouvrage la sous-traitance de prestations ayant déjà fait l'objet d'une acceptation pour un autre opérateur économique, la nouvelle acceptation pourra être refusée pour ce seul motif.

Les sous-traitants du titulaire ne pourront eux-mêmes recourir à des sous-traitants (second rang, troisième rang, etc.) qu'après avoir obtenu l'accord du titulaire et l'acceptation du maître d'ouvrage au vu notamment des prestations et du montant sous-traité, des capacités du sous-traitant, de la caution personnelle et solidaire prévue à l'article 14 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance, et d'une attestation du titulaire indiquant que le sous-traitant en a reçu la copie. Les délégations de paiement pour les sous-traitants de second rang ou plus ne seront pas admises.

Conformément à l'article B.10.1 du CCAG le sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance, le taux de l'avance correspond aux taux minimums prévus par l'article R. 2191-7 du code de la commande publique.

## 1.8 - Cotraitance

Conformément à l'article 52.7 du CCAG dans le cas d'un marché passé avec un groupement conjoint dont le mandataire est solidaire de chacun des membres, les stipulations particulières ci-après sont applicables :

Si l'un des membres du groupement ne se conforme pas aux obligations définies à l'article 52.1 qui lui incombent pour l'exécution des prestations qui lui sont attribuées dans l'acte d'engagement, le maître d'ouvrage le met en demeure d'y satisfaire suivant les modalités définies à l'article 52.1, la décision étant adressée au mandataire.

La mise en demeure produit ses effets sans qu'il soit besoin d'une mention expresse à l'égard du mandataire. Si le membre du groupement défaillant n'a pas déféré à la mise en demeure dans le délai imparti, le mandataire est tenu de se substituer à lui dans le mois qui suit l'expiration de ce délai.

À défaut, les mesures coercitives prévues à l'article 52.2 peuvent être appliquées au membre du groupement défaillant comme au mandataire.

Conformément à l'articles 10.7 du CCAG en cas de groupement d'opérateurs économiques conjoint ou solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Dans tous les cas où les travaux exécutés ne font pas l'objet d'un paiement à un compte unique, le calcul du montant des avances prévues par la réglementation est fait pour chaque part du marché faisant l'objet d'un paiement individualisé.

En cas de défaillance du mandataire d'un groupement, les autres membres du groupement doivent désigner un remplaçant parmi eux, à défaut, le membre exécutant la plus grosse part financière de prestations deviendra d'office le nouveau mandataire.

## 1.9 - Forme des notifications et informations

Conformément à l'article 3.1 du CCAG, les notifications qui font courir un délai sont faites :

- soit par remise en main-propre contre récépissé ;
- soit par échange dématérialisé (via le profil acheteur) envoyé à l'adresse figurant dans l'acte d'engagement (avec mention « NOTIFICATION » dans l'intitulé de l'objet du message).

Toutefois par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG toute notification réalisée sur la plateforme de dématérialisation de l'acheteur est réputée avoir eu lieu, même en l'absence de consultation pendant quatre jours par l'autre partie. En outre, les demandes formulées oralement au titulaire et faisant courir un délai sont réputées prendre effet immédiatement, sous réserve de faire l'objet d'une confirmation écrite, le cas échéant par voie de compte-rendu.

Le titulaire aura l'obligation d'associer le maître d'ouvrage aux échanges avec le maître d'œuvre concernant les observations formulées par le titulaire :

- Sur les ordres de service (article 3.8.2 du CCAG) ;
- Sur la procédure de constat et constatation contradictoire (article 11.3 et 11.4 du CCAG) ;
- Sur la notification de la date probable à laquelle les montants des travaux atteindront le montant contractuel (article 14.4 du CCAG) ;
- Sur la notification du programme d'exécution (article 28.2.2 du CCAG) ;
- Sur la procédure de signalement par le titulaire des erreurs, omissions ou contradictions contenues dans les documents fournis par le maître d'ouvrage (article 29.2 du CCAG) ;
- Sur la découverte d'engins de guerre ou de matériaux dangereux (article 32 du CCAG), etc ;

## 1.10 - Ordres de service

Par dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG, les ordres de service délivrés en application du présent marché seront signés et émis par le maître d'œuvre, après avoir été visés par le maître d'ouvrage dans les cas suivants :

- la notification de la date de commencement des travaux ;
- la notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus
- la modification des prestations (travaux en plus ou en moins, avec ou sans incidence financière)
- la modification d'un délai.

Conformément à l'article 13 du CCAG les ordres de service portant sur la commande de travaux supplémentaires et modificatifs du marché initial devront prévoir systématiquement une valorisation financière.



Ces prestations supplémentaires seront commandées par le maître d'ouvrage sur la base de prix provisoires après consultation du titulaire. Ces prix provisoires sont utilisés pour le règlement des acomptes dans l'attente de la fixation de prix définitifs.

### **1.11 - Obligations générales des parties**

Dans un délai de 2 semaines à compter de la notification du marché, le titulaire désigne une personne physique, habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. Le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage les changements survenant au cours de l'exécution du marché.

Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de récuser la personne physique proposée dès lors qu'il juge que son comportement ou sa probité n'est pas compatible avec l'objet du marché. Dans ce cas, le titulaire dispose d'un délai de 10 jours pour proposer une nouvelle personne.

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG, le pouvoir adjudicateur, n'est pas tenu de désigner une personne physique dès la notification du marché.

### **1.12 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution des travaux, le titulaire, en la personne de chacun des membres en cas de groupement, doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du code civil (responsabilité décennale) ainsi que sa responsabilité civile professionnelle de droit commun.

S'agissant de la responsabilité civile décennale, le titulaire devra être assuré conformément à ses obligations découlant du code des assurances, et notamment bénéficier d'une couverture à hauteur du coût total de la construction.

S'agissant de la responsabilité civile de droit commun, le titulaire et chacun des sous-traitants, quel que soit son rang, devront être assurés à hauteur de la responsabilité qu'ils encourent.

Ces montants de garantie minimaux ne constituent en aucun cas une quelconque limitation de leurs responsabilités.

L'obligation d'assurance responsabilité civile de droit commun s'applique aux sous-traitants, quel que soit leur rang et le titulaire devra en justifier lors des demandes d'acceptation.

Dans le cas où la police d'assurance habituelle du titulaire et/ou des sous-traitants ne serait pas suffisante au regard des obligations définies ci-dessus, ils devront souscrire à leurs frais une ou des polices complémentaires.

Il devra fournir au plus tard 1 mois après la fin de validité d'une attestation, une attestation semblable valable pour une nouvelle période, ainsi qu'à l'appui de sa demande de paiement finale.

#### **Assurances du maître d'ouvrage**

Les assurances souscrites ou à souscrire par le maître d'ouvrage sont les suivantes :

- Assurance au titre de la responsabilité civile garantissant les dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers lors de l'exécution des travaux.
- Assurance "Dommages-ouvrages" garantissant les travaux de réparation des dommages couverts par la garantie décennale des constructeurs (dommages apparents ou non lors de la réception de travaux).

### **1.13 – Régularité de la situation du titulaire**

En matière de protection de la main d'œuvre et de conditions de travail, les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements applicables sur le territoire français.

Le titulaire produira tous les six mois, pendant toute l'exécution du marché, les pièces mentionnées à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail. En cas de non-production de ces pièces, et après mise en demeure infructueuse, le marché pourra être résilié aux frais et risques du titulaire.

Ces éléments seront communiqués au maître d'ouvrage avant le 1er mars (situation au 31 décembre) et avant le 1er septembre (situation au 30 juin) de chaque année.

### 1.14 – Relations du titulaire avec les tiers

Le titulaire, outre les intervenants de l'opération prévus à l'article 3 du CCAP, sera amené à avoir des relations avec des tiers à l'opération de construction, tels que :

- Autorités publiques, notamment dans le cadre des autorisations administratives nécessaires à l'opération ;
- Gestionnaires ou concessionnaires des voiries et réseaux publics ou privés ;
- Voisins et riverains.

Dans tous les cas, le titulaire informera au fur et à mesure le mandataire du maître d'ouvrage des démarches qu'il envisage à cet égard, et effectuera un compte rendu précis des contacts et échanges qui auront eu lieu.

Le titulaire a une obligation de secret professionnel vis-à-vis des tiers et des personnes appartenant au titulaire et ne participant pas à l'exécution du marché, et il ne leur communiquera ni information ni documents relatifs à l'opération sans un accord préalable du mandataire du maître d'ouvrage. Cela concerne notamment les médias, seul le maître d'ouvrage étant habilité à décider de la communication publique relative à l'opération.

## 2 – Développement durable et insertion sociale

L'opération comporte des conditions d'exécution à caractère social et environnemental.

Cette opération de travaux s'inscrit dans une démarche Bâtiments Durables d'Occitanie (BDO) visant l'obtention de la reconnaissance « Or » du bâtiment en phase réalisation et en phase usage.

Pour ce faire, le Maître d'Ouvrage a souscrit un contrat d'assistance à maîtrise d'ouvrage en matière de BDO et le cahier de charges a été rédigé en fonction des exigences BDO (bio climatisme, matériaux éco-performants, performance énergétique et suivi des consommations, confort d'été, coût global, étanchéité à l'air...).

Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre d'établissement de son offre et de l'exécution des prestations.

### 2.1 – Clause d'insertion sociale

Le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociale et/ou professionnelles, leur mise en œuvre s'effectue dans les conditions prévues au présent article. Il s'agit d'une condition d'exécution du marché dont les titulaires concernés ne peuvent pas s'y soustraire.

#### 2.1.1 – Périmètre de la clause d'insertion sociale

Sont concernés par l'application de la clause d'insertion les titulaires des lots suivants et pour le nombre d'heures minimum suivant :

Lot	Intitulé	Nombre d'heures d'insertion minimum
02	GROS ŒUVRE	600
03	CHARPENTE BOIS	500
15	CVC	400

#### 2.1.2 – Public éligible

Les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent notamment de l'une des catégories suivantes :

- Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :
  - Personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;

- Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
  - mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI),
  - salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI) ;
- Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
- Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.
- Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :
  - Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
  - Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
  - Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
  - Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
  - Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
    - sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
    - diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
  - Demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;
  - Jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes
  - Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;
  - Personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
  - Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

### **2.1.3 – Modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle du titulaire**

Le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés à l'article 2.1.1. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution du marché.

Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

L'action d'insertion professionnelle peut être mise en œuvre par le titulaire selon une ou plusieurs des modalités suivantes :

- Par une embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire, ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage). Les heures effectuées par les personnes en insertion via l'embauche directe sont comptabilisées durant l'exécution du marché à compter de la date d'embauche et pour une période maximale de deux ans ;
- Par la mise à disposition de salariés en insertion via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT) ;
- Par le recours à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI) ou une entreprise adaptée (EA), un établissement et

service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique du le maître d'ouvrage pour le suivi d'exécution de la clause d'insertion. Cette mission peut également être confiée, le cas échéant, à un facilitateur identifié dans les documents particuliers du marché.

A l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauche ultérieure des personnes en insertion.

#### **2.1.4 – Modalités d'exécution et de suivi de la clause d'insertion**

##### Réunion

A l'initiative du maître d'ouvrage, une réunion de mise au point de l'action d'insertion est organisée avec le titulaire et, le cas échéant, le facilitateur. Elle est mise en place après notification du marché et se déroulera en phase préparatoire du chantier. Durant toute la période d'exécution du marché, le maître d'ouvrage peut organiser avec le titulaire et, le cas échéant le facilitateur, des réunions de suivi de la clause d'insertion.

##### Correspondant opérationnel

Le titulaire désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelle, interlocuteur privilégié du le maître d'ouvrage et le cas échéant du facilitateur.

##### Transmission de renseignements

Le titulaire transmet au maître d'ouvrage, et le cas échéant au facilitateur, dès lors que le maître d'ouvrage lui a communiqué les coordonnées du facilitateur, tous renseignements utiles permettant le contrôle et le suivi de l'exécution de la clause d'insertion sociale.

A ce titre, sont considérés utiles les renseignements suivants (liste non exhaustive) : date d'embauche, le type de contrat, le poste occupé, le justificatif d'éligibilité des personnes recrutées, l'attestation trimestrielle d'heures d'insertion adressée au facilitateur ou au maître d'ouvrage, récapitulatif des factures... Cette liste n'est pas exhaustive.

La fréquence de transmission de ces renseignements sera définie lors de la réunion de mise au point de l'action d'insertion.

##### Contrôle de l'exécution

Il est procédé au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé, tout au long de l'exécution des prestations :

- le titulaire, ou le cas échéant le facilitateur, établit pendant toute la durée du marché un bilan annuel sur la base des bilans transmis au maître d'ouvrage ;
- le titulaire, ou le cas échéant le facilitateur, rédige un bilan final dans le mois précédant la fin de l'exécution du marché transmis au maître d'ouvrage.

Ces bilans portent sur les aspects quantitatif et qualitatif de l'action d'insertion et contiendront notamment les informations suivantes :

- Profils de publics ayant participé à la réalisation de la clause sociale d'insertion ;
- Le volume horaire d'insertion à la charge du titulaire ;
- La production des agréments pour les EA/ESAT/TIH/SIAE ou le détail des modalités de recrutement, d'accueil et d'intégration, d'accompagnement social et professionnel ainsi que les formations mis en place pour les structures non agréées par l'Etat.

##### Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter, dans le cadre de l'exécution du marché mais plus particulièrement, dans le cadre de l'exécution de la clause sociale, la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel.

##### Difficultés d'exécution

En cas de difficulté éventuelle d'exécution de l'action d'insertion, les articles 20.1.4.4 et 20.1.4.5 du CCAG-travaux sont applicables.

### 3 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le calendrier détaillé d'exécution validé en réunion
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cadre de réponse technique rempli par le titulaire pour l'exécution du contrat
- Le plan général de coordination sécurité (PGC)
- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé
- Le RICT
- Le Dossier des Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage (DIUO).
- L'étude géotechnique ou le rapport de sol, ou le cahier de sondage
- Les notes de calculs jointes aux marchés (structure, thermique, acoustique, assainissement, électricité, etc)
- La série de plans, schémas et croquis, établis par le maître d'œuvre ou par les bureaux d'études
- Le permis de construire et ses annexes (en cours d'instruction)
- La notice BDO et chantier propre
- Les actes spéciaux de sous-traitance (hors marché de fourniture) et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché
- Les pièces graphiques jointes au présent document
- La liste des marques, gammes ou modèles des matériaux, produits ou composants de construction sur lesquels s'engage le candidat, le cas échéant dans sa forme issue de la mise au point du marché
- Les normes homologuées, les autres normes applicables en France en vertu d'accords internationaux, les agréments techniques, étant entendu que les normes nationales et internationales ne s'appliquent que s'il n'existe pas de norme européenne sur un sujet donné

### 4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

### 5 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

### 6 - Durée et délais d'exécution

#### 6.1 - Délai global d'exécution des prestations

Le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 12 mois.

Date prévisionnelle de la période de préparation : mois de juin 2024.

Date prévisionnelle de démarrage des travaux : juillet 2024.

Le délai global d'exécution des travaux ne sera en aucun cas modifié.

## 6.2 - Délais d'exécution

L'exécution du marché débute à compter de la date fixée par ordre de service. L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Le délai d'exécution du marché figure dans le calendrier prévisionnel d'exécution des marchés.

## 6.3 – Modification des délais d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 1 et 2 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 15 jours.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 3 du CCAG-Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Gel	-5 °	Pendant 24 h pour des travaux extérieurs de bâtiment avant mise hors d'eau
Pluie	20 mm sur 4 h	Constaté entre 6h et 18h pour des travaux extérieurs et de bâtiment avant la mise hors d'eau
Vent	70 km / h	Vitesse observée au moins trois fois entre 6h et 18h pour les travaux en élévation ou nécessitant des moyens de levage
	50 km/h	(ramené à) pour des travaux nécessitant l'utilisation de banches de grande hauteur
Neige	Epaisseur de neige supérieure à 10 cm	Entre 6h et 10h pour des travaux extérieurs et de bâtiment avant mise hors d'eau

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique la plus proche du lieu de construction du bâtiment.

Conformément à l'article 32.1 du CCAG le titulaire peut suspendre les travaux s'il suspecte ou constate la présence de matériaux pollués ou polluants (amiante, plomb, ...). Il doit alerter le maître d'ouvrage.

La reprise des travaux ne reprendra que sur OS. Le délai d'exécution est rallongé d'autant (en fonction du temps de la suspension).

En cas d'impossibilité d'exécuter le marché, pour des raisons de « circonstances imprévisibles », le titulaire peut suspendre totalement ou partiellement l'exécution de son marché et les parties doivent se rapprocher pour convenir des dispositions à prendre pour permettre la reprise de l'exécution et les modalités de répartition des surcoûts liés aux circonstances imprévisibles.

## 6.4 – Période de préparation

La durée de la période de préparation, incluse dans le délai global d'exécution du marché, est de 1 mois. Toutefois, ce délai ne fait pas obstacle à ce que certains travaux puissent être exécutés avant l'expiration de la période de préparation, dès lors que toutes les conditions requises sont réunies.

## 6.5 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution

Le délai global d'exécution des travaux est défini conformément au calendrier prévisionnel d'exécution annexé au présent CCAP. L'ordre de service adressé au titulaire du lot commençant le premier l'exécution des travaux est porté à la connaissance des entreprises chargées des autres lots.

## **Calendrier détaillé d'exécution**

A) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le responsable de la mission d'OPC (ordonnancement, pilotage et coordination de chantier) après consultation auprès des titulaires des différents lots. **Il sera détaillé et mis au point lors d'une réunion générale avec tous les interlocuteurs et titulaires des lots avant le démarrage des travaux. Le délai global d'exécution des travaux ne sera en aucun cas modifié.**

Ce calendrier distingue les différents ouvrages et indique pour chaque lot la durée et la date probable de départ de son délai d'exécution ainsi que la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de chaque titulaire sur le chantier. Après acceptation par chaque titulaire, il est soumis par le responsable de la mission d'OPC à l'approbation de la CCI dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation du chantier.

B) Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

C) En cas de retard dans la notification de l'ordre de service de démarrage des travaux, un délai de quatre mois est prévu. Il est majoré de l'intervalle de temps, résultant du calendrier détaillé d'exécution, qui sépare les dates probables de départ des délais d'exécution propres au lot débutant en premier les prestations d'une part et au lot considéré d'autre part.

D) Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le responsable de la mission d'OPC peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution global des travaux (12 mois). Il est alors à nouveau notifié par ordre de service à tous les titulaires.

## **7 - Prix**

### **7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Ce prix global est réputé comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution du marché de travaux dans son contexte, y compris frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Aucune sujétion normalement prévisible ne pourra être considérée comme non couverte par le prix, au sens de l'article 9.1.1 du CCAG.

Une visite obligatoire est prévue en phase consultation, le titulaire ne pourra pas se prévaloir d'une méconnaissance du site afin de modifier ses prix.

Comme toutes les autres sujétions normalement prévisibles, les sujétions liées au déroulement des travaux et à leur localisation sont intégralement à la charge du titulaire, qu'elles découlent des activités de l'établissement, des conditions de déroulement du chantier, de la simultanéité du chantier avec d'éventuels travaux ou interventions d'entretien sur le site, de la proximité des chantiers en dehors du site, des moyens de transport, de la gestion des déchets de chantier...

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

### **7.2 – Nature du prix**

La rémunération du titulaire est assurée sur la base du prix global et forfaitaire.

Ce prix fait l'objet d'une décomposition dont les seuls prix unitaires ont une valeur contractuelle. Ces prix unitaires incluent la rémunération des études d'exécution et de synthèse.

Les prix figurant dans l'acte d'engagement sont des prix hors taxe sur la valeur ajoutée. La taxe sur la valeur ajoutée sera réglée au titulaire en sus du prix, au taux en vigueur.

### 7.3 - Modalités de variation des prix

La date d'établissement des prix est la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre. Cette date permet de définir le "mois zéro".

Les prix sont actualisables par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Formules
01	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT02 (d-3) / BT02 (o))$
02	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT02 (d-3) / BT02 (o))$
03	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT16b (d-3) / BT16b (o))$
04	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT53 (d-3) / BT53 (o))$
05	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT52 (d-3) / BT52 (o))$
06	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT19b (d-3) / BT19b (o))$
07	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT42 (d-3) / BT42 (o))$
08	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT03 (d-3) / BT03 (o))$
09	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT02 (d-3) / BT02 (o))$
10	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT18a (d-3) / BT18a (o))$
11	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT02 (d-3) / BT02 (o))$
12	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT02 (d-3) / BT02 (o))$
13	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT02 (d-3) / BT02 (o))$
14	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT47 (d-3) / BT47 (o))$
15	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT02 (d-3) / BT02 (o))$
16	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT48 (d-3) / BT48 (o))$
17	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT02 (d-3) / BT02 (o))$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation.
- d : mois de début d'exécution des prestations.
- Index (d-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des prestations soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
01	BT02	Index du bâtiment - BT02 - Terrassements - Base 2010
02	BT03	Index du bâtiment - BT03 - Maçonnerie et canalisations en béton (sauf ossature, béton armé, carrelage, revêtements et plâtrerie) - Base 2010
03	BT16b	Index du bâtiment - Charpente bois - Base 2010
04	BT53	Index du bâtiment - Étanchéité - Base 2010



05	BT52	Index du bâtiment - Imperméabilité de façades - Base 2010
06	BT19b	Index du bâtiment - Menuiserie extérieure - Base 2010
07	BT42	Index du bâtiment - Menuiserie en acier et serrurerie - Base 2010
08	BT08	Index du bâtiment - Plâtre et préfabriqués - Base 2010
09	BT08	Index du bâtiment - Plâtre et préfabriqués - Base 2010
10	BT18a	Index du bâtiment - Menuiserie intérieure - Base 2010
11	BT09	Index du bâtiment - Carrelage et revêtement céramique - Base 2010
12	BT10	Index du bâtiment - Revêtements en plastiques - Base 2010
13	BT46	Index du bâtiment - BT46 - Peinture, tenture, revêtements muraux - Base 2010
14	BT47	Index du bâtiment - Électricité - Base 2010
15	BT 41	Index du bâtiment - BT41 - Ventilation et conditionnement d'air - Base 2010
16	BT48	Index du bâtiment - Ascenseurs - Base 2010
17	BT01	Index du bâtiment - BT01 - Tous corps d'état - Base 2010

En cas de disparition de l'indice retenu pour la révision, la méthode proposée par l'INSEE, afin d'assurer la concordance des indices, est utilisée sans qu'il soit nécessaire de procéder par un avenant. Lorsqu'aucune concordance n'est prévue, l'indice retenu pour la révision est remplacé par un indice équivalent choisi et arrêté de commun accord entre le titulaire et l'acheteur. L'acheteur notifie sa décision au titulaire, par tout moyen permettant de donner date certaine, l'indice ainsi retenu et ses conditions de mise en œuvre, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant et sans préjudice des dispositions relatives à la formule et à ses conditions de mise en œuvre prévus par le présent document.

## 8 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

La libération des suretés ne pourra être effectuée qu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux, éventuellement prolongé par le maître d'ouvrage.

## 9 - Avance

Une avance par lot pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Travaux.

### 9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % (30% si le titulaire est une PME) du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance

est égale à 5,0 % (30% si le titulaire est une PME) d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

## **9.2 - Garanties financières de l'avance**

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,0 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

# **10 - Modalités de règlement des comptes**

## **10.1 - Décomptes et acomptes mensuels**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Par dérogation à l'article 12.1.1 du CCAG-Travaux, les demandes de paiement mensuelles seront envoyées simultanément au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage.

Le projet de décompte mensuel établi par le titulaire constitue la demande de paiement. Par dérogation à l'article 12.1.8 du CCAG-Travaux, le titulaire transmet cette demande de paiement mensuelle au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage par tout moyen permettant de donner une date certaine.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général. Le décompte général et définitif lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne la variation de prix afférente au solde.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifiera au titulaire le montant de cette variation de prix au plus tard dix jours après la publication de l'indice ou l'index de référence permettant de calculer la variation du solde. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement de ce montant.

## **10.2 - Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

**Les factures sont à transmettre par voie dématérialisée en utilisant le portail Chorus PRO accessible à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr> pour toutes les entreprises.**

Les informations indispensables à la transmission des factures via le portail Chorus PRO seront communiquées par la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Hérault au titulaire lors de la notification du marché ou à chaque bon de commande :

**Désignation : CCI LOZERE**

**Identifiant SIRET : 184 800 027 00015.**

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé)

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

### **10.3 - Délai global de paiement**

Les règlements seront effectués par virement, le paiement (date du virement) devant intervenir dans les délais suivants :

Pour les acomptes : 30 jours à compter de la date effective de réception par le maître d'ouvrage du projet de décompte, et au plus tôt le premier jour du mois m+1 pour les prestations exécutées au cours du mois m ;  
Pour le solde : 30 jours à compter de la notification du décompte général au titulaire.

Le non-respect de ces délais donnera lieu au versement d'intérêts moratoires au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points ;

Par ailleurs, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement sera également versée.

Si le marché est conclu avec un groupement de cotraitants solidaires, les paiements seront versés sur un compte unique, et le comptable assignataire auprès duquel serait pratiquée la saisie-arrêt du chef d'un des cotraitants retiendra sur les prochains paiements au titre du marché l'intégralité de la somme pour sûreté de laquelle cette saisie-arrêt a été faite.

### **10.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.  
Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

## **10.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## **10.6 - Approvisionnement**

Pour l'application de l'article 10.4 du CCAG-Travaux, il est précisé que les approvisionnements (et leurs prix) prévus dans les pièces (financières) du contrat peuvent figurer dans les décomptes mensuels. A l'appui de tout projet de décompte comportant des approvisionnements, le titulaire ou le sous-traitant doit justifier qu'il a acquis et effectivement payé les matériaux concernés en toute propriété. Les approvisionnements ne peuvent être pris en compte que s'ils sont lotis de telle manière que leur destination ne fasse aucun doute et qu'ils puissent être facilement contrôlés.

## **10.7 – Demande de paiement finale et solde**

La demande de paiement finale est annexée à la facture.

Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG travaux, des acomptes pourront être payés après celui correspondant au dernier mois d'exécution des prestations. Ces acomptes seront payés après réalisation complète des prestations non réalisées au moment de la réception.

Le projet de décompte final sera transmis dans un délai maximum de 30 jours à compter de la remise du dernier projet de décompte.

Le maître d'ouvrage notifiera le décompte général dans un délai maximum de 45 jours suivant l'achèvement de la garantie de parfait achèvement éventuellement prolongée.

## **11 – Travaux supplémentaires ou modificatifs**

Pour l'application de l'article 13 du CCAG, le maître d'ouvrage pourra demander au titulaire de lui remettre un devis détaillé accompagné d'un métré, correspondant aux prestations nécessitées par la réalisation d'ouvrages ou travaux non prévus par le marché et réputés non inclus dans le forfait.

Le titulaire devra alors remettre un tel devis dans un délai maximum de 10 jours calendaires.

Le titulaire ne pourra prétendre à indemnité pour l'établissement de tels devis, même s'il n'y est pas donné suite. Tout ordre de service délivré en application de l'article 13 du CCAG, ou consistant en une quelconque modification des prestations du marché, n'est valable que s'il est revêtu du visa du maître d'ouvrage.

Lorsque le maître d'ouvrage et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, s'ils ne sont pas incorporés dans un avenant, ceux-ci font l'objet d'un état supplémentaire de prix forfaitaires, signé des deux parties.

Lorsque des prix nouveaux sont introduits dans un ordre de service et que cet ordre de service n'a pas fait l'objet d'observations par le titulaire, les prix nouveaux sont considérés comme définitifs et l'ordre de service vaut état supplémentaire de prix forfaitaire.

Par dérogation aux articles 14.2.2, 14.3 et 15.1 du CCAG, l'augmentation et la diminution limites du montant contractuel des travaux, visés par ces articles pour les marchés à prix forfaitaire, sont fixées à 15%.

En application de l'article 14.4.3 du CCAG, si le titulaire n'a pas reçu un ordre de service décidant d'arrêter les travaux alors que le montant contractuel est atteint, il peut alors poursuivre les travaux au-delà de ce montant jusqu'à l'exécution complète des ouvrages, dans la seule limite des seuils fixés à l'alinéa précédent.

Le maître d'ouvrage pourra prendre une décision de poursuivre les travaux au-delà du montant contractuel. Conformément à l'article 9.1.1 du CCAG en cas de modification imprévisible de la législation ou réglementation applicables en cours d'exécution du marché ayant un impact sur les coûts, les parties conviennent de se rencontrer pour évaluer l'impact financier de cette modification et le cas échéant formaliser par voie d'avenant la modification rendue nécessaire.

## **12 - Caractéristiques des matériaux et produits et vérifications**

### **12.1 - Caractéristiques des matériaux et produits**

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre les matériaux, produits ou composants de construction figurant dans son offre, le cas échéant dans sa forme issue de la mise au point du marché, en respectant exactement les marques, modèles, gammes et références y figurant.

Au cas où le titulaire serait amené à proposer d'autres matériaux, produits ou composants de construction que ceux qu'il s'est engagé à mettre en œuvre dans le cadre de son offre, il devra les soumettre préalablement pour acceptation au maître d'ouvrage et au contrôleur technique. Sous réserve de cette acceptation, le titulaire du présent marché prendra en compte toutes les modifications qui en découlent.

Pour les matériaux, produits ou composants de construction ne figurant pas dans la liste visée au premier alinéa, le titulaire devra fournir et mettre à disposition sur le chantier les prototypes et échantillons qui lui auront été demandés par le maître d'ouvrage.

Les propositions du titulaire seront acceptées ou refusées au vu desdits échantillons ou prototypes. Les échantillons et prototypes ayant conduit à accepter les éléments correspondants seront entreposés et conservés sur le chantier et pendant toute sa durée dans un local sécurisé prévu à cet effet.

Sur simple demande du maître d'ouvrage, le titulaire devra produire une copie des bons de commande des matériaux, produits et composants de construction.

Par dérogation à l'article 21.1 du CCAG, le titulaire n'a pas le choix de la provenance des matériaux, produits ou composants de construction pour ceux qui sont explicitement désignés dans le CCTP ou qui figurent dans la liste des matériaux et produits que le titulaire s'est engagé à mettre en œuvre dans le cadre de son offre, le cas échéant dans sa forme issue de la mise au point du marché.

### **12.2 – Vérifications, essais, épreuves**

Les vérifications mentionnées dans le CCTP ou les pièces générales constitutives du marché comme devant être exécutées par un laboratoire ou un organisme de contrôle, le seront après agrément par le maître d'ouvrage du laboratoire ou de l'organisme proposé par le titulaire.

Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, sont à la charge du titulaire les essais et épreuves non prévus au marché, mais demandés par le maître d'ouvrage ou le contrôleur technique, dès lors que leur résultat ne permet pas l'acceptation des matériaux, produits ou composants de construction.

## **13 - Etudes préalables à l'exécution des travaux**

### **13.1 - Etudes d'exécution**

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent aussi être visés par le contrôleur technique mentionné au présent CCAP.

Les études d'exécution sont en totalité à la charge du titulaire.

D'une façon générale, le titulaire établit, d'après les pièces constitutives du marché, tous les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, quelle qu'en soit la nature.

Le titulaire fournira au titulaire au Maître d'œuvre et à l'OPC :

- la liste des tâches élémentaires du programme d'exécution que le titulaire a à effectuer, ainsi que la durée de chacune d'entre elles et leur enchaînement
- la liste des principaux matériels et fournitures que le titulaire doit approvisionner ainsi que leur délai d'approvisionnement après la commande

- la liste des documents d'exécution que le titulaire envisage de réaliser

Les documents d'exécution établis par le titulaire devront signaler de façon claire et évidente les points sur lesquels ils ne respecteraient pas les pièces constitutives du marché, faute de quoi le visa du maître d'œuvre pourra être considéré comme n'ayant pas été délivré.

Les documents élaborés par le titulaire seront accompagnés, en tant que de besoin, de toute note explicative et justificative relative aux matériaux, méthodes, essais, mises en œuvre, phasages, quantités, etc. Ils sont datés, identifiés et authentifiés par le titulaire. Dans la mesure où les documents seraient transmis sous forme électronique, ils feront également l'objet d'une diffusion papier en 3 exemplaires.

Les documents élaborés devront respecter la charte graphique définie par le maître d'œuvre.

Tout document graphique ou note de calcul devra être clair et détaillé, utiliser les unités du système international et les symboles et notations des normes NF ISO 128, être fondé sur des formules conformes aux lois connues de la physique, se référer le cas échéant à des auteurs ou publications qui seront cités. Pour les calculs élaborés à l'aide d'un logiciel informatique, les conclusions seront expliquées et commentées, et seront accompagnées d'une description détaillée de la méthode de calcul, de la liste des données utilisées et des résultats obtenus.

Sur la base des études d'exécution finalisées et validées, le titulaire devra élaborer les plans d'atelier et de chantier relatifs aux méthodes de réalisation, aux ouvrages provisoires et aux moyens de chantier.

### **13.2 - Coordination des études d'exécution et de synthèse**

Dans le cadre du déroulement des travaux, le titulaire est chargé à ses frais de la parfaite coordination temporelle, technique et spatiale des études d'exécution relatives à son lot, y compris celles qu'il ferait réaliser par des sous-traitants.

Les définitions et principes d'organisation et de fonctionnement de coordination des études de synthèse adaptés à l'opération sont définis dans la note méthodologique et protocole de synthèse.

### **13.3 - Vérification des études d'exécution et visa**

De façon générale, toutes les études d'exécution doivent être soumises au visa du maître d'œuvre, à l'avis du contrôleur technique, et communiquées au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Par dérogation à l'article 29.1.5 du CCAG, le visa (ou son refus) par le maître d'œuvre et l'avis du contrôleur technique seront notifiés au titulaire dans un délai de 10 jours calendaires à compter de la réception des pièces concernées.

Le visa du maître d'œuvre a pour objet d'assurer au maître d'ouvrage que les documents établis par le titulaire respectent le projet, et de façon générale les obligations découlant du marché de travaux.

Toute reprise des études d'exécution nécessitée par la décision du maître d'œuvre de ne pas délivrer son visa ou par un avis défavorable du contrôleur technique sur un document d'exécution devra être faite dans un délai maximum de 15 jours. Le titulaire devra assumer toutes les conséquences liées à la reprise des études, y compris en termes de délai, aucune prolongation du délai contractuel d'exécution du marché ne pouvant être obtenue à ce titre.

Le visa du maître d'œuvre et un avis favorable du contrôleur technique doivent impérativement être obtenus préalablement à l'exécution de l'ouvrage correspondant aux documents concernés. Le non-respect de cette obligation pourra entraîner la dépose ou la démolition de tout ou partie d'un ouvrage exécuté et le titulaire devra assumer toutes autres conséquences qui pourraient en découler.

Tous les documents élaborés par le titulaire seront fournis et diffusés directement par ses soins aux destinataires qui lui seront désignés. Ils respecteront des règles de présentation fixées par le maître d'œuvre.

### **13.4 - Modification des ouvrages ou travaux**

Les études d'exécution complémentaires nécessitées par une modification des ouvrages ou travaux seront réalisées par le titulaire dans les mêmes conditions de coordination et de vérification, le délai particulier étant fixé dans l'ordre de service prescrivant la modification.

### **13.5 - Composants, techniques ou procédés de mise en œuvre non traditionnels**

Tous les composants, techniques et procédés de mise en œuvre devront être conformes aux documents généraux constitutifs du marché (CCTG, normes, etc.), sous réserve des compléments et des dérogations qui leur sont apportées par le CCTP, ou devront être couverts par un avis technique favorable en cours de validité au moment et pour le lieu et les conditions de mise en œuvre, ce dont il sera justifié par le titulaire.

Toutefois, si une ou plusieurs appréciations techniques d'expérimentation (du type ATEx ou « Pass'innovation ») s'avéraient nécessaires, cette démarche devrait être suffisamment anticipée pour n'entraîner, en cas de succès comme d'échec, aucun retard dans l'exécution des travaux et se ferait aux frais du titulaire. Aucune augmentation de délai ne pourra être accordée au titulaire pour ce motif.

Si une ATEx est susceptible d'être rendue nécessaire par un composant, une technique ou un procédé de mise en œuvre proposé par le titulaire, l'accord exprès du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage devra être obtenu préalablement à toute démarche.

En cas d'avis favorable, le titulaire sera autorisé à procéder à la mise en œuvre, mais prendra à sa charge tout éventuel surcoût de l'assurance-construction souscrite par le maître d'ouvrage. Un tel surcoût sera déduit de la rémunération du titulaire dans le cadre du décompte général du marché.

## **14 - Préparation et coordination des travaux**

### **14.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché qui est de 1 mois à compter du début de ce délai.

Le responsable de la mission d'OPC a la charge d'élaborer, après consultation des entreprises, le calendrier détaillé d'exécution énoncé au présent document.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 30 jours au plus tard après la notification du marché.

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

### **14.2 - Installation et organisation du chantier**

#### **14.2.1 - Installation de chantier**

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

#### **14.2.2 - Signalisation de chantier**

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière. La fourniture et la pose du panneau de chantier sont à la charge du titulaire du lot 2 Gros œuvre (voir 1-3-5 CCTP).

### **14.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier**

L'intégralité des règles du code du travail, ainsi que celles fixées par le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, devront être respectées.

Le titulaire communiquera au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, dans un délai maximum de 3 semaines à compter de la notification de l'ordre de service de commencer l'exécution du marché, les effectifs prévisionnels affectés au chantier.

Le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé a toute autorité sur les entreprises et leurs agents intervenant sur le chantier. Ses instructions préparatoires à l'intervention sur site doivent impérativement être respectées. Tout désaccord éventuel entre une entreprise et le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé devra être porté à la connaissance du maître d'œuvre, le mandataire du maître d'ouvrage ayant seul qualité pour confirmer ou infirmer une position du coordonnateur.

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

### **14.5 - Implantation des ouvrages et piquetage**

Les opérations de piquetage sont effectuées contradictoirement avec le maître d'œuvre avant tout commencement des travaux par les titulaires du lot n°01 et du lot n°02. Le coût du piquetage est compris dans les prix du contrat.

Le piquetage général sera effectué dans les conditions de l'article 27 du CCAG-Travaux.

Le titulaire signalera par écrit au maître d'œuvre toute anomalie ou erreur, et demander le cas échéant toute vérification qu'il jugerait nécessaire. Aucune réclamation ne pourra être admise une fois le piquetage effectué.



## **14.6 - Plan d'assurance qualité**

Pour répondre à la problématique de la gestion de la qualité du chantier, le titulaire a la responsabilité d'établir un plan d'assurance qualité. Ce plan sera soumis au visa du maître d'œuvre.

## **15 - Exécution des travaux**

### **15.1 – Réunions et visites**

Une réunion de chantier au moins hebdomadaire se tiendra sur le site de l'opération, aux dates et heures fixées par le maître d'ouvrage.

Cette réunion aura pour objet d'aborder toute question relative à l'exécution des marchés de travaux.

Cette réunion donnera lieu à une visite de chantier formalisée par un compte-rendu de chantier adressé à l'ensemble des intervenants.

Le titulaire est tenu d'y être représenté par une personne habilitée à l'engager.

La réunion de chantier ne se substitue pas aux réunions spécifiques (par exemple relatives aux études d'exécution et de synthèse, à la préparation du chantier, aux échantillons et prototypes, etc.), susceptibles d'être organisées par le maître d'ouvrage, et auxquelles le titulaire convoqué est tenu d'être représenté par une personne habilitée à l'engager.

Le chantier fera en outre l'objet de visites, planifiées ou inopinées, par le maître d'ouvrage et leurs invités, le responsable de la mission OPC, le contrôleur technique et le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le titulaire sera tenu d'être présent aux visites planifiées auxquelles il aura été convoqué.

En outre, le maître d'ouvrage ou le responsable de la mission OPC pourront, en tant que de besoin, exiger la présence de sous-traitants représentés par des personnes habilitées à les engager.

Le titulaire ne pourra organiser aucune visite avec des personnes extérieures au chantier, sans l'accord préalable du mandataire du maître d'ouvrage.

### **15.2 – Maintien des réseaux, des communications et de l'écoulement des eaux**

Conformément à l'article 31.7 du CCAG, le titulaire doit conduire les travaux de manière à maintenir dans les conditions convenables les communications de toute nature traversant le site des travaux, notamment celles qui intéressent la circulation des personnes, ainsi que l'écoulement des eaux (distribution, eaux pluviales et assainissement) et des réseaux divers (électricité, gaz, télécommunications...).

En cas d'inobservation par le titulaire des prescriptions ci-dessus et sans préjudice des pouvoirs des autorités compétentes, le maître d'ouvrage peut prendre aux frais du titulaire les mesures nécessaires après mise en demeure restée sans effet.

En cas d'urgence ou de danger, ces mesures peuvent être prises sans mise en demeure préalable.

### **15.3 - Registre de chantier**

Un registre de chantier sera tenu par l'OPC dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par lui.

Ce registre de chantier prévu par l'article 28.5 du CCAG sera inclus dans le compte rendu élaboré par le maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG, le registre de chantier inséré au compte rendu ne sera pas signé. Toutefois, son caractère contradictoire sera assuré par la possibilité pour le titulaire de formuler des observations dans un délai de 1 semaine à compter de la réception du compte rendu.

Ce registre est tenu à la disposition du mandataire du maître d'ouvrage comme de tous les intervenants autorisés et remis au mandataire du maître d'ouvrage dans le cadre des opérations préalables à la décision de réception définitive de l'ouvrage.

## **15.4 – Responsabilité des ouvrages**

Le titulaire est responsable du site où se déroulera le chantier, à compter de la mise à disposition des lieux et jusqu'au transfert de la garde des ouvrages au maître d'ouvrage.

Le titulaire devra mettre en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la sécurité et le gardiennage du site en tenant compte le cas échéant des exigences particulières du marché dont notamment le CCTP.

Le titulaire n'est pas responsable des matériels et matériaux mis en place par le maître d'ouvrage dans le cadre d'une mise à disposition.

## **15.5 – Dégradations causées aux voies publiques**

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, les conséquences de toute dégradation causée aux voies publiques, du fait du chantier et des circulations qui lui sont liées, sont à la charge exclusive du ou des titulaires concernés.

Le ou les titulaires concernés pourront se voir prescrire par ordre de service de procéder lui-même ou eux même à la réparation dans le délai fixé.

## **15.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier**

### **15.6.1 - Gestion des déchets de chantier**

Le titulaire est tenu de respecter les modalités de traitement des déchets tel que défini dans le CCTP ou tout autre document du marché.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

### **15.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier. Le lot 13 6 peinture, nettoyage, effectuera le nettoyage final avant la réception des travaux. L'article 1-4-15 du CCTP prévoit des dispositions particulières en matière de nettoyage.

### **15.6.3 - Documents à fournir après exécution**

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus au chapitre 3 du CCTP.

Ces documents doivent être remis sous les formats papier et numérique préconisés à l'article 3-6 du CCTP.

## **16 - Réception**

### **16.1 - Dispositions applicables à la réception**

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux propres à chaque lot dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Chaque titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

### **16.2 – Opérations préalables à la réception**

Les opérations préalables à la réception sont définies dans le planning général.

La réception a lieu à l'achèvement des travaux tous corps d'état.

Les dispositions de l'article 41 du CCAG-Travaux sont applicables.

Tous les éléments entrant dans la composition des ouvrages et matériels doivent offrir, à l'achèvement des travaux, un état et une fiabilité identiques à ceux qu'ils présentent à l'état neuf, même s'ils ont été utilisés pour les besoins du chantier.

### **16.3 - Essais et contrôles des ouvrages**

En complément des essais prévus au titre de l'autocontrôle et de ceux pouvant être demandés par le contrôleur technique, le titulaire devra prendre à sa charge les autres essais décrits dans les cahiers des clauses techniques communes et particulières du marché.

Il est précisé que le titulaire fait son affaire de tout raccordement et de toute fourniture de matériau, consommable, fluide ou énergie nécessaire à des essais, sans contribution technique ou financière du maître d'ouvrage.

De même, le titulaire fournira les équipements, matériels et produits nécessaires aux essais à réaliser dans le cadre de la préparation puis du passage, le cas échéant, des commissions de sécurité et d'accessibilité compétentes.

### **16.4 - Réception et réserves**

Toute réception sera unique sur **tout le bâtiment**.

Par dérogation à l'article 42.1 du CCAG travaux, les tranches, ouvrages ou parties d'ouvrage pour lesquels un délai distinct du délai global a été fixé par le marché pourront ne pas faire l'objet de réceptions partielles.

La décision du maître d'ouvrage est notifiée dans un délai de 30 jours suivant la date du dernier procès-verbal des opérations préalables à la réception.

À défaut de notification dans ce délai, la réception est réputée prononcée avec réserves, ces dernières correspondant aux constatations figurant dans les procès-verbaux des opérations préalables à la réception.

Le transfert de la garde des ouvrages, du titulaire au maître d'ouvrage, intervient le premier jour ouvré suivant la date de notification de la décision de réception, à 12 heures ou dans les conditions figurant dans le courrier de notification de cette décision.

Chaque réserve dont sera éventuellement assortie la décision de réception fera l'objet, dans cette même décision, d'un délai maximum de dix jours pour qu'il y soit remédié par le titulaire.

Les interventions sur le site et dans les bâtiments, dans le cadre de la levée des réserves, seront strictement planifiées et encadrées compte-tenu des exigences d'exploitation du bâtiment. Les délais visés à l'alinéa précédent en tiendront compte, et le titulaire ne pourra élever aucune protestation ni s'exonérer du délai de ce fait.

Par dérogation à l'article 12.4.2 si le maître d'ouvrage oublie de préciser au sein du décompte général les réserves non levées, ainsi que les litiges ou les réclamations dont il aurait connaissance et qui sont susceptibles de concerner le titulaire (sans pour autant que cela soit chiffré), il pourra tout de même réclamer les sommes nécessaires à la levée de réserves, ou appeler en garantie le titulaire dans une procédure contentieuse, au titre d'un litige ou d'une réclamation dont il aurait eu connaissance.

### **16.5 - Epreuves concluantes**

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux pièces techniques du cahier des charges.

## **17 - Garantie des prestations**

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

La garantie de parfait achèvement prend effet à la date de la réception, même partielle, c'est-à-dire la date retenue par le maître d'ouvrage pour l'achèvement des travaux.

Pendant cette garantie, le titulaire devra remédier d'une part à toutes les réserves dont a été assortie la décision de réception, et d'autre part à tout désordre qui lui sera signalé. Le titulaire remédiera aux désordres dans le délai qui lui sera alors fixé.

Les interventions à effectuer dans ce cadre sur le site et dans les bâtiments seront strictement planifiées et encadrées compte-tenu des exigences d'exploitation du bâtiment. Le délai visé à l'alinéa précédent en tiendra compte, et le titulaire ne pourra élever aucune protestation ni s'exonérer du délai de ce fait.

Pour l'application de l'article 44.2 du CCAG, le délai de garantie de parfait achèvement sera prolongé automatiquement jusqu'à ce qu'il soit remédié à tous les désordres.

Lorsque le CCTP prévoit des garanties particulières, celles-ci seront applicables de plein droit.

## 18 - Pénalités

### 18.1 - Pénalités en cas de non-respect de la Charte de chantier propre à faible impact environnemental

Tout manquement, défaut d'application ou retard constaté dans l'application de la Charte de chantier propre à faible impact environnemental, entraîne une pénalité d'un montant croissant de niveau 1 à 5 suivant la nature de l'infraction :

Importance du manquement	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4	Niveau 5
Pénalité journalière en euros HT	100 €	200 €	400 €	600 €	1 000 €

Une pénalité par jour de retard et/ou par manquement pourra être appliquée dans les cas suivants :

Manquement constaté	Pénalité applicable
Défaut d'information (ou actualisation) à l'entrée du site	Niveau 1 par jour calendaire
Absence de tenue à jour du registre des mouvements de bennes de déchets	Niveau 2 par infraction
Absence de relevé mensuel des consommations d'eau et d'électricité	Niveau 2 par infraction
Non-respect des horaires de chantier	Niveau 1 par infraction
Absence bac décanteur avant rejet dans réseaux	Niveau 2 par infraction
Non-respect du plan de collecte, du tri et suivi des déchets	Niveau 2 par infraction
Émission de poussières	Niveau 2 par infraction
Non-respect de l'alternance des travaux vibrant et bruyant	Niveau 2 par infraction
Défaut de clôture	Niveau 3 par jour calendaire
Stockage de déchets hors de la zone d'entreposage	Niveau 3 par jour calendaire
Bruits de chantier supérieurs aux prescriptions	Niveau 3 par jour d'infraction
Brûlage ou enfouissement de déchets	Niveau 4 par infraction
Pollution des sols, de l'eau ou des réseaux	Niveau 5 par infraction
Absence de signalement de pollution des sols, de l'eau ou des réseaux par l'entreprise qui l'a causée	Niveau 5 par infraction
Absence de mesure corrective contre la pollution des sols, de l'eau ou des réseaux	Niveau 5 par infraction
Défaut de protection des arbres	Niveau 1 par infraction
Dégradation des arbres	Niveau 4 par infraction

En cas d'infractions de niveau « n » répétées du titulaire et après mise en demeure restée infructueuse, les infractions suivantes seront sanctionnées au niveau « n+1 ».

Sans action visible du titulaire après un délai d'un mois, le maître d'œuvre pourra pénaliser le titulaire au niveau « n+2 » sans toutefois pouvoir dépasser le niveau 5.

Les pénalités définies dans ce chapitre ne sont pas exclusives des autres pénalités, des préjudices éventuels subis par le maître d'ouvrage et des amendes de police (voir Code de l'environnement).

En cas de non-respect du tri, si déclassement d'une benne dans une catégorie plus contraignante alors le surcoût sera à la charge de l'entreprise fautive.

## 18.2 - Pénalités en cas de non-respect de la clause sociale (lots 2, 3, 15)

Les pénalités suivantes pourront être appliquées en cas de non-respect de la clause sociale, après mise en demeure du titulaire restée infructueuse :

Manquement	Pénalité
Absence non justifiée à la réunion de mise au point ou à une réunion de suivi de la clause sociale	200 € par absence non justifiée
Non-transmission, transmission partielle ou retard de transmission des documents et attestations propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion professionnelle	100 € par jour de retard et par document
Pénalité par heure d'insertion non réalisée	60 € par heure

## 18.3 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Conformément aux stipulations de l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,00 % du montant du marché.

Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de 15 jours, conformément à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux.

En cas de non-respect des délais d'exécution du marché prévus dans les différentes pièces contractuelles, le titulaire pourra se voir appliquer des pénalités dont le montant est fixé par jour calendaire de retard à :

Manquement	Pénalité
Délai global d'exécution du marché	500 € par jour ouvré de retard (hors retards dus à l'approvisionnement de matières premières)
Fourniture des éléments nécessaires à l'établissement du programme d'exécution des travaux	200 €
Délai global des études d'exécution	1 000 €

En ce qui concerne les autres délais prévus au marché et le non-respect des demandes assorties d'un délai émanant du maître d'ouvrage, du contrôleur technique ou du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, les pénalités encourues par jour calendaire de retard sont les suivantes :

Manquement	Pénalité
Délais partiels d'exécution du marché du calendrier prévisionnel validé par le Maître d'ouvrage :	200 € par jour ouvré de retard.
Remise de document (plans ou détail d'exécution, note de calcul, procès-verbal d'essai, fiche d'autocontrôle, dossier des ouvrages exécutés, « schéma d'organisation et de gestion des déchets » etc.) ou échantillons demandés par l'un des intervenants précités	200 € par document ou échantillon sur simple constatation du maître d'ouvrage
Remise du plan particulier en matière de sécurité et de protection de la santé	500 €
Levée d'une réserve par rapport au délai dont elle a été assortie dans le procès-verbal de réception des ouvrages	100 € par réserve
Remise des attestations d'assurance	300 €

## 18.4 Autres pénalités et réfections

Le titulaire pourra se voir appliquer d'autres pénalités ou réfections pour les motifs suivants :

Manquement	Pénalité
Absence non justifiée ou retard supérieur à 30 minutes à une réunion où la présence d'un des représentants du titulaire est requise, ou représentation par une personne non habilitée à engager le titulaire	150 €
Constatation de l'intervention, sur chantier ou non, d'un sous-traitant avant qu'il n'ait été accepté et ses conditions de paiement agréées	1 000 € par constatation
Non-respect d'une injonction du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé	500 € par évènement
Infraction constatée aux règles de sécurité et de protection de la santé sur le chantier	1000 € par infraction constatée et par jour
Manquement constaté aux règles relatives à la protection de l'environnement, défaut de nettoyage du chantier, des voies publiques empruntées à proximité du chantier, absence de dispositif de nettoyage des engins avant sortie du chantier, dépôt de matériaux ou matériels en dehors des zones affectées, défaut de gestion des déchets	300 € par évènement constaté et par jour
Non-respect de l'obligation de secret professionnel tel que définie à l'article 4.9 du CCAP	2 000 € par infraction
Absence de fourniture des éléments permettant de vérifier la régularité de la situation du titulaire vis-à-vis des articles D 8222-5 ou D 8222-7 et 8 du code du travail	500 € par jour calendaire de retard
Le titulaire ou l'un de ses cotraitants ne s'acquitterait pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5	10 % du montant du contrat (cette pénalité est toutefois plafonnée au montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5)

## 18.5 Application des pénalités

Les pénalités pourront être indifféremment appliquées dans le cadre des décomptes mensuels et/ou dans le cadre du décompte général du marché.

Par dérogation à l'article 19.2.5 alinéa 2 du CCAG, l'application d'une pénalité consécutive au non-respect d'un délai intermédiaire pourra avoir un caractère définitif.

La CCI se réserve le droit de ne pas appliquer, au cas par cas, ces pénalités.

## 18.6 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## 19 - Clause de réexamen

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Les surcoûts pris en charge par l'acheteur peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

## **20 - Résiliation du contrat**

### **20.1 - Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### **20.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **21 - Règlement des litiges et langues**

### Règlement amiable des différends

Les parties s'engagent à résoudre leurs éventuels différends prioritairement par voie de conciliation. Toute contestation de la part du titulaire, relative à l'exécution du présent contrat, devra faire obligatoirement l'objet d'un mémoire en réclamation adressé à l'acheteur avant toute saisine de la juridiction administrative.

Dans son mémoire en réclamation, le titulaire expose les motifs de son différend, indique, le cas échéant, les montants de ses réclamations et fournit les justifications nécessaires correspondant à ces montants.

L'absence de réponse de la CCI au bout de deux mois vaut décision implicite de refus.

#### Règlement juridictionnel des différends

En cas de conflit qui n'aurait pu être réglé à l'amiable par les deux parties, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel l'autorité publique contractante a signé le contrat ; c'est-à-dire le Tribunal Administratif de Toulouse - 68 Rue Raymond IV - Tél. : 05 62 73 57 57.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **22 - Dérogations**

- L'article 1.7 du CCAP déroge à l'article 3.6.1.2 du CCAG - Travaux
- L'article 1.9 du CCAP déroge à l'article 3.1.2 du CCAG - Travaux
- L'article 1.10 du CCAP déroge à l'article 3.8.1 du CCAG - Travaux
- L'article 1.11 du CCAP déroge à l'article 3.3 du CCAG - Travaux
- L'article 10.1 du CCAP déroge aux articles 12.1.1 et 12.1.8 du CCAG - Travaux
- L'article 10.7 du CCAP déroge à l'article 12.3.2 du CCAG - Travaux
- L'article 11 du CCAP déroge aux articles 14.2.2, 14.3 et 15.1 du CCAG - Travaux
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 21.1 du CCAG - Travaux
- L'article 12.2 du CCAP déroge à l'article 24.7 du CCAG - Travaux
- L'article 13.3 du CCAP déroge à l'article 2.9.1.5 du CCAG - Travaux
- L'article 15.3 du CCAP déroge à l'article 28.5 du CCAG - Travaux
- L'article 15.5 du CCAP déroge à l'article 34.1 du CCAG - Travaux
- L'article 16.4 du CCAP déroge aux articles 42.1 et 12.4.2 du CCAG - Travaux
- L'article 18.2 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 18.4 du CCAP déroge à l'article 19.2.5 du CCAG - Travaux